

# alternatives

## LE JOURNAL

VOL.14 NO.8 / MAI 2008

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

L'expulsion des Palestiniens (1947-1949)

## Mythes et réalités



ACRYLIQUE SUR TOILE DE CHARLOTTE ABBÉCASSIS

Les Israéliens fêtent les 60 ans de leur État le 15 mai. Pour les Palestiniens, c'est la *Nakba*, la catastrophe. Le récit traditionnel menant à la naissance de ce pays est contesté par un groupe d'historiens israéliens critiques. Depuis 20 ans, leurs recherches dans les archives les ont amenés à rétablir certains faits. Voici un aperçu de leurs travaux par un des grands spécialistes de cette question.

DOMINIQUE VIDAL

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies décide de partager la Palestine en un État juif

et un État arabe, plus une zone sous « régime international particulier » pour Jérusalem et les Lieux saints. Le monde arabe refuse et, le 15 mai 1948, intervient contre l'État juif proclamé la veille.

Un an plus tard, c'est à un tout autre partage qu'aboutit la guerre : Israël a vu le jour et augmenté d'un tiers son territoire, annexant une partie de l'État palestinien, mort-né, dont le reste est passé aux mains de la Jordanie et de l'Égypte. Et surtout plusieurs centaines de milliers de Palestiniens des territoires finalement occupés par Israël ont dû quitter leurs foyers.

Sur ce dernier point, deux visions s'opposent depuis soixante ans :

— Pour les historiens arabes, il s'agit d'une expulsion. La majorité de ces 700 000 à 900 000 réfugiés ont été contraints au départ dans le cadre d'un plan politico-militaire jalonné de nombreux massacres.

— Selon l'historiographie israélienne

traditionnelle, les réfugiés - 500 000 au maximum - seraient partis volontairement, répondant aux appels des dirigeants arabes. Et les rares massacres à déplorer auraient été le fait des troupes extrémistes.

Les « nouveaux historiens »

Dès les années 1950, quelques personnalités israéliennes contestaient cette thèse. Depuis les années 1980, elles ont été rejointes dans leur critique par Simha Flapan, Tom Segev, Avi Schlaïm, Ilan Pappé et Benny Morris - c'est ce dernier, avec *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, qui a donné le signal du scandale.

De tous ces historiens, seul Ilan Pappé se définit comme antisioniste. Tous les autres s'affirment sionistes. Et leur pionnier a évolué au point de déclarer, dans une retentissante interview au quotidien *Haaretz*, le 8 janvier 2004 :

VOIR PAGE 2 : ISRAËL

## Un logiciel pour défendre les droits de la personne

Vous ne savez pas quoi faire pour protester contre les violations des droits de la personne en Chine? Boycoter des produits chinois? Trop difficile. Pourquoi ne pas aider un Chinois à surfer sur Internet sans les restrictions imposées par son gouvernement? Voilà qui semble plus constructif.

ALEXANDRE TOUCHETTE

Citizen Lab, un centre de recherche informatique de l'Université de Toronto soucieux des droits humains, a mis au point un logiciel gratuit qui permet à tout citoyen éveillé de tendre une main virtuelle aux internautes des pays étrangers qui ne peuvent avoir un accès libre à Internet. Le logiciel Psiphon permet à presque n'importe quel Canadien de combattre la censure dans le confort de son foyer à l'aide d'un simple ordinateur et d'une connexion Internet. Cet ingénieux logiciel s'est mérité en avril le grand prix Netexplorateur accordé à la plus importante innovation de l'année sur le Web.

Ce logiciel permet de contourner la « Grande muraille », le pare-feu mis en place par les autorités chinoises. Avec l'aide technique d'entreprises occidentales, la Chine a mis sur pied un impressionnant système de surveillance des télécommunications. Selon certaines sources, l'agence gouvernementale chinoise chargée de cette guerre de l'information reçoit 28 milliards de dollars par année, le double du budget de l'armée canadienne, et emploie plus de 30 000 fonctionnaires.

Alors que certains pays comme Cuba ont préféré bloquer totalement l'accès à Internet pour ensuite n'autoriser que quelques sites triés sur le volet, Pékin

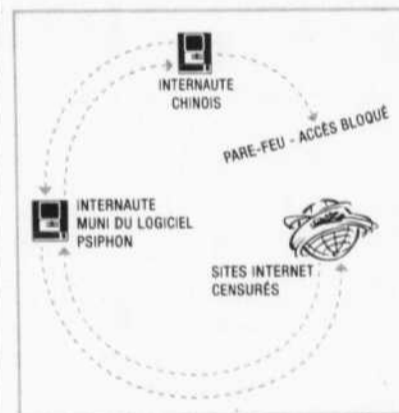
a opté pour l'illusion de la transparence. Les Chinois peuvent accéder à tous les sites sauf ceux qui ont été censurés, en totalité ou en partie, par l'armée de fonctionnaires qui écumant Internet à la recherche d'informations subversives. Par exemple, les sites de la BBC, de Radio-Canada et de Wikipédia, de même que tous ceux qui touchent la révolte des Tibétains et des Ouïghours sont hors d'atteinte des Chinois.

Creuser un tunnel sous la Grande muraille

Michael Hull, le cerveau qui s'est torturé les méninges pour rendre Psiphon simple d'utilisation, explique que son logiciel permet à n'importe quel ordinateur de devenir un serveur-proxy pour les internautes chinois. Grâce à ce logiciel, un simple ordinateur connecté au Web devient un point d'accès Internet pour les utilisateurs de pays censurés qui visitent ainsi les sites qui leur plaisent sans se faire bloquer. Par le biais de la connexion du bon samaritain, le dissident ou le simple citoyen en quête d'information peut naviguer librement comme s'il était physiquement au Canada. Psiphon a été téléchargé plus de 100 000 fois et on compte présentement plus de 1500 serveurs-proxy actifs dans ce réseau.

Pour échapper au regard du *Big Brother* chinois, l'internaute a besoin de l'adresse Internet de l'ordinateur équipé de Psiphon, d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe. En théorie, ce logiciel a été conçu pour créer des réseaux restreints basés sur des liens de confiance entre les utilisateurs. Toutefois, si vous ne connaissez personne qui habite dans un pays où Internet est censuré, vous pouvez afficher vos services de justicier du Web sur des forums de discussion comme celui de Citizen Lab <http://psiphon.civisec.org/forum/>.

Si vous avez votre propre site Internet et que vous voulez pousser encore plus loin l'aventure et jouer les David contre le Goliath chinois, ou contre tout autre des 26 pays qui censurent Internet,



Le logiciel Psiphon permet de contourner le pare-feu internet élaboré par les autorités chinoises. Il efface aussi toute trace de visite de sites interdits.

VOIR PAGE 5 : CHINE

## L'Autre 400<sup>e</sup> de Québec : une invitation à rouvrir l'histoire

Les fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de Québec devraient être un moment de réjouissance collective. Et pourtant, nombreux s'en sentent déjà exclus - à commencer par les peuples des Premières Nations. De ce mécontentement est née L'Autre 400<sup>e</sup>, une invitation à se réapproprier notre histoire et à commémorer autrement.

JEAN-MICHEL LANDRY

Les commémorations cultivent à la fois la mémoire et l'oubli. À coup de cérémonies et de discours, elles réaffirment une version de l'histoire, et en enterrent une autre. La mémoire officielle, pour ainsi dire, ne s'écrit pas seulement sur les pages des manuels scolaires; elle se raconte et se légitime également à travers les reconstitutions, les parades et les allocutions qui rythment les commémorations.

À cet égard, les fêtes du 400<sup>e</sup> anniversaire de la ville de Québec ne font pas exception. Geneviève McKenzie, une artiste innue de Matimekosk, l'a appris à ses dépens. Après avoir été recrutée par l'organisation du 400<sup>e</sup> afin de rédiger une chanson et un conte

amérindien, elle s'est vu refuser l'accès à la scène. Pourquoi? « Ils ne veulent pas d'Amérindiens, mais ils veulent notre folklore. Parce que le folklore c'est beau, c'est gentil et, surtout, c'est silencieux. Mais nous, on sait que ce folklore s'est construit dans la souffrance. Il est indissociable de nos luttes contre l'humiliation. Or cette histoire-là, on ne veut pas la voir ni l'entendre... de peur qu'elle gâche le beau party », dit Geneviève McKenzie.

« Un miroir qui nous renvoie notre propre image »

Tshampu, le fils spirituel de Mme McKenzie, constate que les célébrations du 400<sup>e</sup> reproduisent la logique d'enfermement qui a donné naissance au principe des réserves. « On nous assigne des petites cases toutes délimitées et un rôle bien précis. Tout est orchestré d'avance. Or, nous ne sommes pas des mascottes; nous sommes des êtres humains et nous avons vécu des choses difficiles. On a besoin de le dire pour la guérison de l'âme. Tant et aussi longtemps que ce besoin-là ne sera pas respecté, on demeurera un peuple en souffrance. » Selon lui, le 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Québec ne permettra pas aux peuples des Premières Nations de partager leur vision du passé, et encore moins leur lecture du présent.

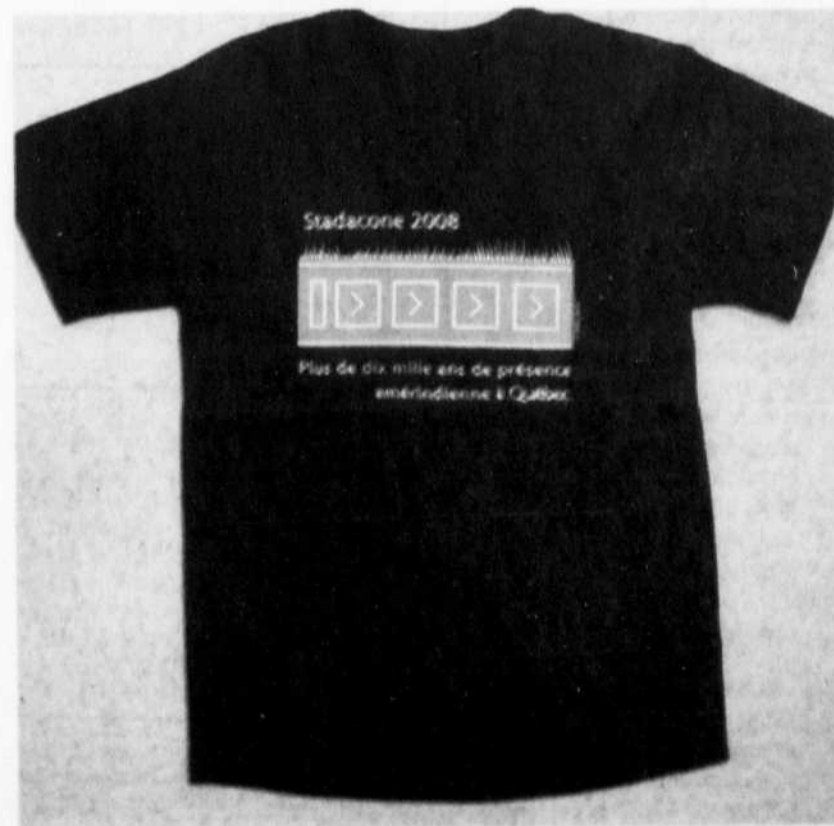
Ce constat est partagé par L'Autre 400<sup>e</sup>, une convergence d'individus et d'organisations de la région de Québec qui adoptent une attitude critique vis-à-vis des célébrations officielles. « Si

les Amérindiens sont les grands perdants de ces célébrations, les citoyens de la ville de Québec, eux, en sont les grands oubliés, constate son porte-parole, Robin Couture. Dans leur forme actuelle, les fêtes du 400<sup>e</sup> s'adressent avant tout aux touristes et à ceux qui sont perçus comme des consommateurs potentiels par les hôteliers et les restaurateurs. Ces fêtes-là ressemblent à un miroir qui nous renvoie notre propre image : celle d'une ville obsédée par le commerce et prête à se vendre au plus offrant. »

Commémorer autrement

Geneviève McKenzie a rompu définitivement avec l'organisation du 400<sup>e</sup>. Mais elle n'entend pas baisser les bras pour autant : « Pensez pas qu'on va attendre de recevoir une permission pour s'organiser autrement. Ici, à Wendake, plusieurs se mobilisent pour rappeler les dix mille ans de présence amérindienne dans la région de Québec », assure-t-elle. La conception et la mise en vente du t-shirt « Stadacone 2008 » comptent parmi ces initiatives. « L'histoire officielle cherche à masquer le sort tragique de peuples amérindiens », affirme Mme McKenzie. « Mais heureusement, nous sommes toujours bien vivants pour le dire. »

La solidarité avec les Premières Nations est d'ailleurs au cœur des préoccupations de L'Autre 400<sup>e</sup>. « Mais il est hors de question de parler en leur nom, précise Robin Couture. Bien sûr, notre démarche concerne les peuples amérindiens, mais elle s'inscrit dans une perspective plus large : nous invitons les ci-



Parodiant le logo de la société du 400<sup>e</sup>, le t-shirt « Stadacone 2008 » est destiné à financer une série d'événements artistiques, dont des récitals de poésie amérindienne.

toyens de Québec à faire l'histoire. C'est-à-dire à mettre de l'avant l'histoire des luttes sociales menées par les Québécois, l'histoire des femmes, l'histoire des immigrants et celle des autochtones. » Bref, il s'agit de faire surgir l'histoire qui est ensevelie sous le poids des discours célébrant les « grands hommes » et les « grands événements ». En ce sens, L'Autre 400<sup>e</sup> est avant tout une invitation lancée aux habitants de Québec; une organisation inclusive qui fonctionne par le biais d'assemblées générales publiques.

Et la programmation? Bien qu'elle ne soit pas fixe, Robin Couture dit qu'on peut s'attendre à un peu de tout : des activités familiales, des interventions théâtrales, des ateliers d'éducation populaire et des événements dénonçant la présence des militaires et celle du congrès eucharistique. Bref, de quoi briser le consensus et rouvrir l'histoire.

# La difficile relation Chine-Tibet

**Émeutes au Tibet. Manifestations contre les Jeux olympiques de Pékin par des Tibétains dans tous les continents. Accusations du gouvernement chinois contre le dalaï-lama. Survol d'une relation houleuse, mais pas toujours acrimonieuse.**

J.F. MARC DES JARDINS

Le Tibet a été séparé depuis 1959 en plusieurs provinces par les autorités chinoises. Les politiques de Pékin et des gouverneurs provinciaux déterminent la gestion des populations tibétaines, des ressources locales et du développement culturel, social et économique.

Ces territoires tibétains ont été acquis par la force dans les années 1950. Après avoir passé dix ans sous la terreur de la Révolution culturelle (1966-76), le Pays des neiges est lentement sorti de l'occupation militaire. Une période de reconstruction économique a suivi. En même temps, la liberté de religion a été permise au milieu des années 1980. Mais vers la fin de cette décennie, des émeutes, principalement menées par des moines et des nonnes de la secte du dalaï-lama, ont surpris les autorités chinoises qui ont réagi en stationnant des troupes en permanence. Lors des récentes manifestations au Tibet contre l'autorité répressive chinoise et les Jeux olympiques, les institutions monastiques bouddhistes étaient au cœur de l'action.

## La carotte et le bâton

La Chine investit au Tibet non seulement pour des raisons économiques, notamment l'extraction de richesses naturelles, mais aussi pour des raisons politiques. Ainsi, le gouvernement chinois raffermirait son autorité et sa légitimité sur ces territoires de manière concrète comme avec la construction du chemin de fer qui relie Pékin à Lhassa, capitale du Tibet.

Depuis les années 1990, les efforts de développement, qui incluent de nombreux partenariats avec des sociétés étrangères (plusieurs sont canadiennes), ont pourvu les Tibétains d'infrastructures (routes carrossables, barrages hydroélectriques, communications et autres) qui jusque-là n'avaient jamais existé.

Ces efforts n'ont pas été seulement entrepris par le gouvernement central et des sociétés étrangères, mais un grand nombre de particuliers chinois et tibétains y sont aussi engagés. Plusieurs entrepreneurs tibétains en ont grandement profité (contrairement aux dires de critiques de la question tibétaine), surtout dans les régions le long des anciennes frontières sino-tibétaines ou le long des artères menant aux territoires chinois.

Depuis la fin des années 1990, les Chinois sont amoureux du Tibet. Les radios et les télévisions d'État ne cessent de diffuser des séries télévisées, des spectacles de toutes sortes ainsi que des documentaires à l'eau de rose sur le Tibet. Des chanteurs tibétains sont devenus très populaires à travers le pays et l'ouverture du Tibet au tourisme a créé un essor économique et culturel sans précédent.

Un grand nombre de Chinois des classes riches et moyennes, en expansion, sont conquis par la mystique du Tibet. Ils y vont pour trouver des maîtres spirituels tibétains. Il n'est plus rare maintenant de voir des lamas tibétains dans les grandes villes de la Chine qui dispensent leurs enseignements spirituels à des disciples chinois ou qui font des affaires pour leurs monastères. Plusieurs temples ont été reconstruits grâce à des fonds suppléés par ces nouveaux disciples.

À la tête des préfectures majoritairement tibétaines, on ne retrouve pas des Chinois placés par Pékin mais, la plupart du temps, des Tibétains natifs de ces régions qui les administrent.

La répression demeure toutefois bien présente au Tibet. Pour maintenir sa mainmise, le gouvernement chinois n'hésite pas, comme partout ailleurs, à utiliser la force et les séances d'endoctrinement idéologique. Les cas documentés de torture et d'abus dans les prisons chinoises sont nombreux et le Tibet ne fait pas exception. Ceux qui ont l'audace de contester l'autorité ou de sympathiser avec le mouvement indé-

pendantiste tibétain sont emprisonnés.

## Les frustrations des Tibétains

Le mécontentement populaire chez les Tibétains et le traitement que les autorités chinoises leur réservent semblent renforcer les tendances indépendantistes. Les Tibétains dans les régions éloignées sont assaillis par la hausse du coût de la vie et la difficulté à trouver du travail. Beaucoup de Tibétains ne parlent ni mandarin (la langue chinoise officielle) ni une langue tibétaine standardisée. En fait, il n'y a pas de langue tibétaine universelle à l'intérieur des frontières chinoises. Il existe quatre grands dialectes tibétains ainsi qu'une multitude de sous-dialectes locaux parfois incompréhensibles ailleurs. L'éducation n'est pas gratuite en Chine et, parfois, la seule éducation disponible gratuitement se fait en mandarin.

La formation dans les métiers est aussi difficilement accessible aux Tibétains. La plupart des hommes de métier sont des Han, l'ethnie majoritaire en Chine. Sans la connaissance du mandarin, les Tibétains se retrouvent au bas de l'échelle économique, ce qui crée de graves problèmes sociaux. Les politiques chinoises ont tenté d'y remédier, mais faute de connaissances du fonctionnement des économies locales, des particularités des régions et de leurs ressources humaines, elles ont lamentablement échoué et même exacerbé les inégalités sociales. Les Tibétains prospèrent seulement dans les régions limitrophes à celle du reste de la Chine ou le long des artères commerciales. C'est là où l'on retrouve l'élite tibétaine ainsi que les grands monastères qui offrent l'éducation traditionnelle en tibétain. C'est dans ces temples que les mouvements indépendantistes sont très forts.

## Le rôle du dalaï-lama

Le dalaï-lama et ses compatriotes qui l'ont suivi en 1959 jusqu'en Inde continuent de former un gouvernement (le Kashag), qui n'a ni territoire ni population autre que les réfugiés à gérer. Le maître légitime du Tibet n'a d'autres armes que ses discours, son charisme et son infatigable énergie de lobbyiste. Ses ressources proviennent de sa population en exil, de ses disciples et partisans, et de l'argent obtenu par des



La population de la capitale du Tibet augmente rapidement en raison de l'arrivée de Chinois d'autres régions. Lhassa compte environ 270 000 habitants. Des groupes de Tibétains en exil et certains spécialistes de la région soutiennent que l'ethnie chinoise Han est maintenant majoritaire dans la capitale du Tibet. Pékin réfute ces allégations.

livres pour lesquels il a collaboré. Les chefs des monastères bouddhistes qui sont installés en Inde appuient et diffusent ses idées et ses enseignements spirituels. Ils perpétuent donc le fonctionnement traditionnel des institutions politiques de l'ancien Tibet où les moines étaient aussi des fonctionnaires de l'État.

Le dalaï-lama maintient une influence très prononcée sur les populations tibétaines en exil autant que sur celles qui sont à l'intérieur des frontières chinoises. La plupart des Tibétains considèrent le dalaï-lama comme l'incarnation de la divinité bouddhiste (bodhisattva) de la sagesse. Il est aussi le seul qui peut réunir et tempérer toutes les factions incluant les plus extrémistes qui en appellent à la lutte armée contre l'envahisseur. Pour eux, il s'agit du seul moyen pour chasser les Chinois qui dominent toutes les institutions et qui dictent le développement de leur société.

Pour les Tibétains, les Jeux olympiques offrent une opportunité en or pour faire connaître leur cause. Il n'est donc pas étonnant de voir des militants ainsi que les membres des communautés tibétaines profiter d'une telle occasion. En revanche, il est regrettable de voir l'attitude

de du gouvernement chinois qui continue d'utiliser la méthode forte et, ainsi, prendre en otage le peuple tibétain.

Il n'est pas inconcevable que le dalaï-lama puisse devenir un allié de la Chine si les autorités communistes ouvraient la porte au dialogue. La reprise de pourparlers sérieux entre Pékin et le dalaï-lama constituerait un gain politique remarquable pour rehausser l'image terne du gouvernement chinois et instaurer une plus grande confiance au niveau international. La balle est maintenant dans le camp chinois.

L'auteur est professeur adjoint au Département des sciences religieuses de l'Université Concordia à Montréal. Il enseigne les religions chinoises et tibétaines. Il mène des recherches de terrain au Tibet depuis 1991.

## ISRAËL

SUITE DE LA UNE

« Il y a des circonstances dans l'histoire qui justifient le nettoyage ethnique. »

### Trois fondements ébranlés

Synthétiser deux décennies de recherches historiques est impossible. Disons que les « nouveaux historiens » ébranlent trois mythes de l'historiographie traditionnelle.

Le premier, c'est la menace mortelle qui aurait pesé sur Israël à l'époque. Contrairement à l'image d'un frère État juif confronté aux redoutables armées d'un puissant monde arabe, ces chercheurs confirment la supériorité croissante des forces israéliennes (en effectifs, armement, entraînement, coordination, motivation...) – sauf peut-être du 15 mai au 11 juin 1948.

À quoi s'ajoutent l'appui politique des États-Unis, le soutien diplomatique et militaire de l'URSS ainsi que l'accord tacite passé le 17 novembre 1947 (douze jours avant le plan de partage) par Golda Meïr avec le roi Abdallah de Transjordanie. Selon Avi Shlaim, dans *Collusion across the Jordan*, la Légion arabe, seule armée arabe digne de ce nom, s'engageait à ne pas franchir les frontières du territoire alloué à l'État juif en échange de la possibilité d'annexer celui prévu pour l'État arabe. C'est exactement ce qui se passera finalement...

Le deuxième fondement ébranlé concerne la volonté de paix d'Israël au lendemain de la guerre. La conférence de Lausanne a été étudiée par Avi Shlaim et par Ilan Pappé. Les archives indiquent qu'Israël est venu à Lausanne pour obtenir son admission aux Nations unies. D'où le protocole signé, le 12 mai 1949, entérinant deux résolutions de l'ONU sur le plan de partage et le droit au retour des réfugiés palestiniens. Mais Israël oublierait aussitôt sa signature. Comme l'écrit un mois plus tard Walter Eytan, codirecteur général du ministère des Affaires étrangères, « mon principal objectif était de commencer à saper le protocole du 12 mai, que nous avions été contraints de signer dans le cadre de notre bataille pour être admis aux Nations unies ».

Mais le fondement le plus sérieusement ébranlé concerne l'exode des Palestiniens. Pour Benny Morris, dans les archives, « il n'existe pas de preuve attestant que les États arabes et le Haut Comité arabe souhaitaient un exode de masse ou qu'ils aient publié une directive générale ou des appels invitant les Palestiniens à fuir leurs foyers ». Quant aux fameuses exhortations des radios arabes, enregistrées à l'époque par la BBC, il s'agit d'une invention.

Dans les semaines suivant le plan de partage, 70 000 à 80 000 Palestiniens partirent volontairement : de riches

## Quelques dates importantes dans l'histoire d'Israël

- 1897 : Premier congrès sioniste pour discuter de la création d'un État juif
- 29 novembre 1947 : Le plan de partition de la Palestine est accepté par l'ONU
- 14 mai 1948 : Déclaration de la création de l'État d'Israël
- 15 mai 1948 – janvier 1949 : Premier conflit israélo-arabe
- 1949 : Élection du premier premier ministre d'Israël, David Ben Gourion
- 1956 : Guerre de Suez
- 1967 : Guerre des Six Jours
- 1973 : Guerre de Yom Kippour
- 1979 : Traité de paix entre Israël et l'Égypte
- 1982 : Israël envahit le Liban
- 1985 : Retrait des troupes israéliennes du Liban, sauf dans le Sud du pays
- 1987 : Début de la première Intifada
- 1993 : Processus de paix d'Oslo
- 1995 : Assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin par un extrémiste juif
- 2000 : Début de la 2<sup>e</sup> Intifada
- 2006 : Israël attaque le Liban après un raid du Hezbollah

propriétaires terriens et des membres de la bourgeoisie urbaine. Mais après? Le premier bilan dressé par les Services de renseignement israéliens, daté du 30 juin 1948, estime à 391 000 le nombre de Palestiniens ayant déjà quitté le territoire aux mains d'Israël. Au total, ils arrivent à 73 % de départs directs provoqués par les Israéliens.

À partir de la reprise des combats, en juillet 1948, la volonté d'expulsion ne fait plus de doute. Un symbole : l'opération de Lydda et de Ramleh. « Expulsez-les! », a dit David Ben Gourion à Igal Allon et Itzhak Rabin. Ceux-ci vont évacuer de force quelque 70 000 civils palestiniens. Des scénarios similaires seront mis en œuvre jusqu'au printemps, du Nord (la Galilée) au Sud (la plaine côtière et le Néguev).

L'été 1948 voit se généraliser la politique de destruction ou de restructuration des villages arabes. La Loi sur les « propriétés abandonnées » – qui permet la saisie des biens de toute personne « absente » – « légalise » la confiscation des terres.

### Planifié ou non?

Entre nouveaux historiens, tout le débat se concentre depuis dix ans sur la nature de l'exode : planifié ou non? Dans son premier livre, Benny Morris concluait : « Le problème palestinien est né de la guerre, et non d'une intention, juive ou arabe. » Tout en éclairant l'omniprésence de l'idée de « transfert » dans la pensée de David Ben Gourion et en montrant son rôle dans sa mise en œuvre en 1948, il écarte l'éventualité d'un plan global d'expulsion et disculpe le premier ministre et ministre de la Défense du jeune État d'Israël. Il conclut néanmoins : « Ben Gourion voulait clairement que le moins d'Arabes possible demeurent dans l'État juif. Il espérait les voir partir. Mais aucune politique d'expulsion n'a jamais été énoncée et Ben Gourion s'est toujours abstenu d'émettre

des ordres d'expulsion clairs ou écrits; il préférerait que ses généraux "comprennent" ce qu'il souhaitait les voir faire. Il entendait éviter d'être rabaisé dans l'histoire au rang de "grand expulseur". »

Quatorze ans plus tard, Morris contredira formellement sa propre thèse avec sa fameuse interview, déjà évoquée, au quotidien *Haaretz*. Affirmer qu'« un État juif n'aurait pas pu être créé sans déraciner 700 000 Palestiniens. Il était donc nécessaire de les déraciner. Il n'y avait pas d'autre choix que d'expulser cette population », n'est-ce pas reconnaître qu'Israël a effectivement « transféré » les Palestiniens?

C'est ce qu'Ilan Pappé entend démontrer : pour lui, l'expulsion des Palestiniens résulte d'un plan mûrement réfléchi. Dans son nouveau livre, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, il développe cette approche avec force citations tirées des archives des groupes de défense juifs (Hagana, Palmah), des Forces de défense d'Israël, ainsi que des *Journaux* de David Ben Gourion et d'autres dirigeants. Mais il évoque aussi les témoignages de protagonistes palestiniens.

Le livre s'ouvre sur le quartier général de la Hagana. Ce 10 mars 1948, écrit Pappé, onze hommes « apportent la touche finale à un plan de nettoyage ethnique de la Palestine. Le soir même, des ordres militaires sont diffusés aux unités sur le terrain afin qu'elles préparent l'expulsion systématique des Palestiniens de vastes zones du pays. Ces ordres comprenaient une description détaillée des méthodes à employer ».

« Six mois après, poursuit l'historien, plus de la moitié de la population autochtone de la Palestine, soit près de 800 000 personnes, avait été déracinée, 531 villages détruits et 11 villes vidées de leurs habitants. » D'où l'objectif que l'auteur assigne à son ouvrage : « défendre le para-

digne du nettoyage ethnique et le substituer à celui de guerre ».

Cette expression, notons-le, pose néanmoins problème. Parce qu'elle est anachronique : elle apparaît dans les années 1990, à l'époque des guerres de Yougoslavie. Elle évoque des tueries de masse, alors que la guerre de 1947-1949 en Palestine a certes été le théâtre de nombreux massacres, mais jamais aussi meurtriers. Au total, les combats de 1947-1949 auraient toutefois coûté la vie à 6 000 Juifs et 15 000 Arabes, soit, dans les deux cas, environ 1 % de la population.

Un des faits les plus troublants que Pappé révèle est la création, dès avant la Seconde Guerre mondiale, d'un fichier de tous les villages arabes, complété par des vues aériennes. Celui-ci comprenait des données topographiques, économiques, sociologiques et démographiques, mais aussi, précise l'historien, « un index de l'"hostilité" [à l'égard du projet sioniste], à partir du niveau de la participation du village à la révolte de 1936 ». À partir de 1943, le fichier est systématisé avec l'aide d'informateurs palestiniens.

« L'actualisation définitive des dossiers des villages, précise l'historien, se déroula en 1947. Elle se focalisa sur la constitution de listes de personnes "recherchées" dans chaque village. En 1948, les troupes juives utilisèrent ces listes pour les opérations de recherche et d'arrestation qu'elles conduisaient dès qu'elles occupaient une localité. Les hommes étaient alignés et ceux qui figuraient sur les listes étaient identifiés, souvent par la même personne qui avait fourni les informations à leur sujet (...), la tête recouverte d'un sac avec deux yeux afin de ne pas être reconnue. Les hommes ainsi choisis étaient souvent abattus sur le champ. »

Cette synthèse de vingt années de travaux de la « nouvelle histoire » explique pourquoi Yehouda Lancry, ancien ambassadeur d'Israël à Paris et aux Nations unies, écrit : « Les "nouveaux historiens", même à travers le radicalisme d'Ilan Pappé, sont autant d'éclaireurs de cette région obscurcie de la conscience collective israélienne, autant de préparateurs à une adhésion plus ferme à la reconnaissance mutuelle et à la paix avec les Palestiniens. Leur travail, loin de représenter une source de nuisance pour Israël, est à l'honneur de leur pays - et bien plus : c'est un devoir, une obligation morale, une prodigieuse prise en charge d'une entreprise libératrice en mesure d'inscrire dans le vécu israélien les lignes de brisure, les interstices salutaires, nécessaires à l'insertion du discours de l'Autre. »

L'auteur est journaliste au *Monde* diplomatique et historien. Il a écrit en 1998 un livre de synthèse sur les « nouveaux historiens » israéliens, *Comment Israël expulsa les Palestiniens* (1947-1949), le premier à présenter ces historiens en français.

CENTRE  
D'ÉCOLOGIE  
URBAINE DE  
MONTREAL

**CHANGER  
LE MONDE,  
UN QUARTIER  
À LA FOIS!**

PREMIER COLLOQUE MONTRÉALAIS SUR LE  
DÉVELOPPEMENT DURABLE DES QUARTIERS

**1<sup>er</sup> AU 3 MAI 2008**  
Complexe des Sciences  
Pierre-Dansereau (UQAM)  
200, rue Sherbrooke Ouest

**JEUDI 1<sup>er</sup> MAI, 19H00 – 21H00**  
**CHANGER LE MONDE,  
UN QUARTIER À LA FOIS!**

CONFÉRENCE D'OUVERTURE  
avec :

- Brian Tokar, Institut d'écologie sociale, Vermont
- Gilles Sénécal, INRS-Urbanisation, Culture et Société

**SAMEDI 3 MAI, 9H00 – 17H00**  
**ENVIRONNEMENT URBAIN ET SANTÉ**

CONFÉRENCE ET ATELIERS :  
transport, verdissement,  
compostage, agriculture urbaine,  
construction écologique,  
participation citoyenne et plus...

DÉBAT PUBLIC SUR LES GRANDS  
PROJETS

AVEC :

- Marie Demers, auteure de  
Pour une ville qui marche
- Stéphane Perron, médecin  
spécialiste en santé publique
- Dimitri Roussopoulos, auteur  
de L'écologie politique
- Et plus de 30 autres personnes  
ressources

INFO ET INSCRIPTION  
514.282.VERT (8378)  
INFO@ECOLOGIEURBAINE.NET

[www.ecologieurbaine.net](http://www.ecologieurbaine.net)

Ce projet est rendu possible grâce à la contribution des partenaires suivants : Agence de Santé et des services sociaux de Montréal | Agence de santé publique du Canada | Alternatives | Fonds d'action québécois pour le développement durable | GazMétro | Complexe des sciences de l'environnement de l'UQAM | Ville de Montréal

# Chronique d'une crise alimentaire annoncée

Les prix des denrées de base comme le riz, le blé ou le maïs ont fortement augmenté depuis un an. Ils ont même doublé ou triplé dans certains pays en développement. Pour les centaines de millions de personnes qui consacrent de 60 % à 80 % de leur revenu à la nourriture, il s'agit d'une tragédie... malheureusement prévisible.

GUY DEBAILLEUL

Un véritable vent de panique a soufflé dans les grandes organisations internationales à propos de la crise alimentaire. Comme si les émeutes qui avaient éclaté en Haïti, au Cameroun, en Égypte et ailleurs étaient l'expression d'un danger nouveau. Comme si les 850 millions de personnes souffrant déjà de malnutrition relevaient d'une autre réalité alors que les multiples efforts engagés par la communauté internationale n'ont pas réussi à en réduire sensiblement le nombre en dépit des engagements souscrits dans les objectifs pour le Millénaire. Mais les véritables motifs de cette inquiétude allaient être exprimés dans un éditorial récent du journal *The Economist* intitulé « *Le tsunami silencieux* » : « *Parce que les marchés alimentaires sont en désarroi, les conflits sociaux augmentent; et parce que le commerce et l'ouverture des marchés pourraient être ébranlés, la crise alimentaire de 2008 pourrait constituer un défi à la mondialisation.* »

Ainsi, pour les défenseurs du libre-échange à tout prix, le problème n'est pas tant que des centaines de millions de gens obligés de vivre avec moins d'un dollar par jour et incapables de composer avec cette augmentation brutale du prix du riz, du blé, du maïs et du soja se voient obligés de réduire encore un peu

plus leur consommation alimentaire. Pour eux, le problème est plutôt que ces prix élevés donnent de mauvaises idées aux gouvernements confrontés à ces turbulences alimentaires : par exemple, instaurer des contraintes à l'exportation de leurs produits agricoles afin de limiter les hausses sur les marchés intérieurs. Et la liste est déjà longue des pays qui ont adopté de telles restrictions à leurs exportations : Cambodge, Indonésie, Kazakhstan, Russie, Argentine, Ukraine, Thaïlande... « *Ces pays choisissent d'affamer leurs voisins* », a déclaré David King, le secrétaire général de la Fédération internationale des producteurs agricoles. Étrange jugement que celui qui cherche à faire porter le blâme par des pays accusés de vouloir privilégier leur marché intérieur et qui ne mentionne pas la responsabilité des pays du Nord qui ont encouragé par des subventions généreuses le détournement massif de grandes quantités de céréales vers des usages énergétiques.

## L'échec du marché

Pendant près de deux décennies, beaucoup d'efforts ont été déployés pour convaincre les pays en développement que la libéralisation des marchés des produits agricoles constituait le meilleur instrument pour assurer à la fois les conditions de développement de leur agriculture et les conditions d'accès de leur population à une alimentation abondante à prix abordable. Ce que beaucoup de ces pays sont en train de réaliser, c'est que l'état du marché international est loin de créer ces conditions. De nombreux économistes l'avaient indiqué depuis longtemps : dans un marché international livré à lui-même, les fluctuations des prix internationaux des matières premières sont portées à être de grande ampleur, relativement imprévisibles et d'origines multiples.

Par ailleurs, même partiellement libéralisé, ce marché international reste le théâtre de rapports de forces qui jouent le plus souvent en faveur des pays du Nord : notamment parce que ceux-ci conservent des politiques de subvention qui permettent soit d'inonder les

marchés internationaux en cas de surproduction, soit au contraire de sevrer brutalement ces mêmes marchés au nom du développement des biocarburants.

## Crise annoncée

Et pourtant, cette crise était-elle si imprévisible? Les données sur la croissance démographique et sur l'amélioration du niveau de vie accompagnées d'un changement du mode de consommation alimentaire en faveur d'une plus grande consommation de viande dans des pays émergents comme la Chine ou l'Inde ne sont pas à proprement parler des *scoops*.

Les inquiétudes d'organismes tels que l'OCDE (qui regroupe les pays développés) sur l'impact que les politiques de l'Union européenne, des États-Unis et du Canada en matière de biocarburants ne manqueraient pas d'avoir sur les marchés des céréales ont déjà fait les grands titres il y a plusieurs mois. Les inquiétudes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture concernant le niveau exceptionnellement bas des réserves de céréales ne sont pas non plus nouvelles. La hausse du prix de l'énergie et ses répercussions sur les coûts de production dans l'agriculture et la transformation agroalimentaire ou dans le prix des engrais se sont amorcées également il y a plus d'un an. Certes la crise financière a ajouté son grain de sel en détournant vers les matières premières agricoles des comportements spéculatifs auparavant occupés dans la manipulation des produits financiers. Mais les principaux ingrédients de cette crise étaient déjà rassemblés il y a plus d'un an.

Plus fondamentalement, derrière les mécanismes qui ont contribué à construire cette crise alimentaire on retrouve la marginalisation des agricultures vivrières que la libéralisation des marchés des produits agricoles a largement contribué à accentuer. En concentrant les efforts sur les secteurs de production tournés vers l'exportation, les pays du Sud ont négligé cette agriculture dont on commence à réaliser aujourd'hui le

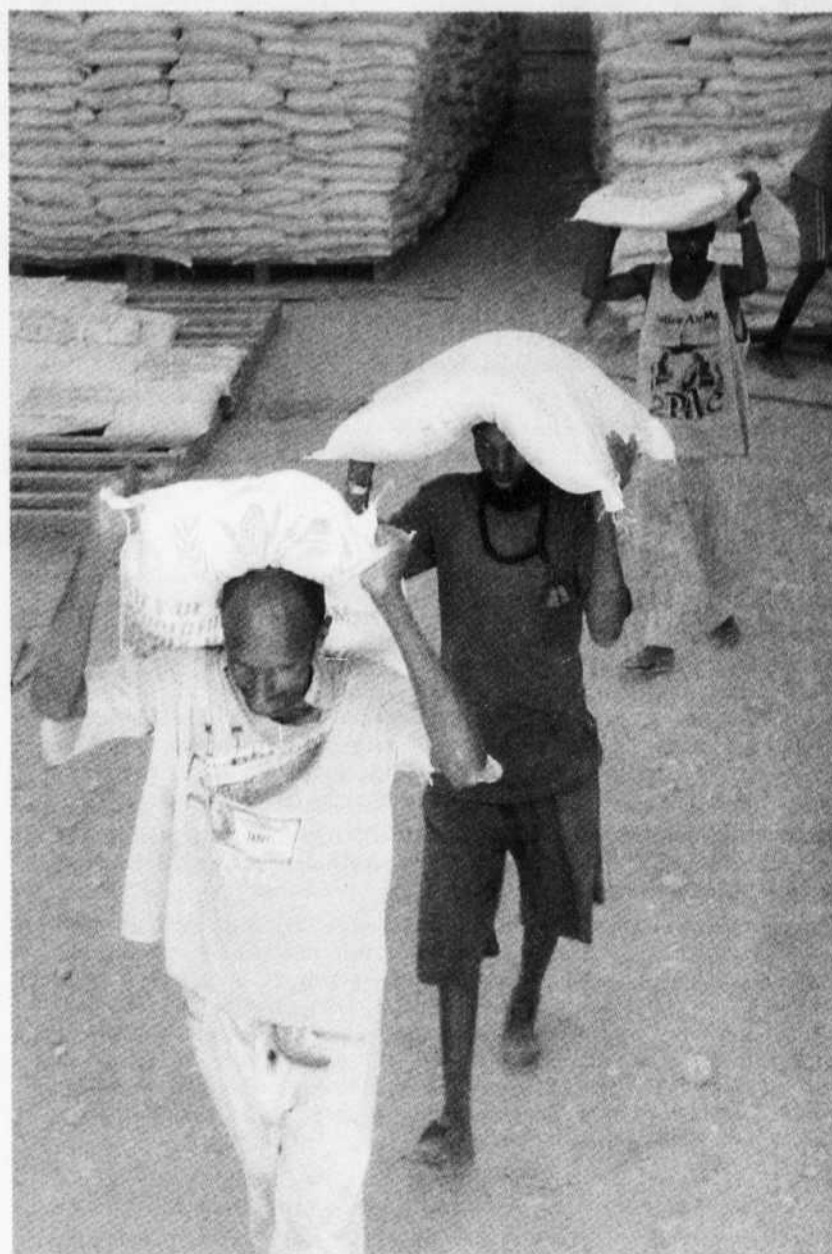


PHOTO: ANTHONY MITCHELL / IRIN NEWS

rôle qu'elle devrait jouer dans l'équilibre alimentaire. On se rend compte à quel point ces stratégies ont rendu ces pays vulnérables parce que trop dépendants des marchés internationaux pour leur alimentation de base.

L'enseignement majeur de ce début de crise alimentaire est que l'agriculture et l'alimentation sont décidément des domaines beaucoup trop spécifiques et beaucoup trop stratégiques pour que leur développement soit confié aux seuls mécanismes du marché. La reconstruction des agricultures vivrières des pays en développement est un élément essentiel pour améliorer leur sécurité alimentaire et pour assurer

De l'aide alimentaire est distribuée en Éthiopie. Des émeutes ont éclaté dans ce pays de l'Afrique de l'Est en raison de l'augmentation rapide du prix de la nourriture. Le prix du blé a par exemple doublé ces derniers mois. Le gouvernement éthiopien a interdit l'exportation de céréales pour éviter la famine.

une protection efficace contre les aléas des marchés internationaux. Cette reconstruction nécessitera des moyens gigantesques tant le retard accumulé est important.

L'auteur est titulaire de la chaire en développement international de l'Université Laval et président de Plan Nagua.

# Alternance démocratique au Paraguay

Victoire historique au Paraguay le 20 avril. L'opposition de gauche l'emporte et met fin au règne du parti Colorado de l'ancien dictateur Alfredo Stroessner. Autre matière à réjouissance : la formation de droite au pouvoir depuis 61 ans cède démocratiquement sa place.

VALÉRIE L'HEUREUX-FOURNIER

Le Paraguay, deuxième pays le plus pauvre en Amérique du Sud après la Bolivie, est maintenant dirigé par Fernando Lugo. Cet évêque ayant défroncé en décembre 2006 pour se lancer en politique a réussi par son charisme à rassembler l'opposition et à convaincre les Paraguayens de mettre fin au dernier bastion de la droite au sein du marché commun régional, le Mercosur.

La victoire de celui qu'on surnomme « l'évêque des pauvres » donne espoir. Sortis de la dictature en 1989, les Paraguayens, pour la plupart des métis parlant l'espagnol et le guarani, ne bénéficient toujours pas des principaux avantages de la démocratie.



Malgré la crainte de fraudes massives, le scrutin s'est déroulé sans incident majeur. Confiant, les partisans de Lugo fêtaient déjà la victoire après la fermeture des bureaux de vote. « *Nous vous demandons de ne pas nous laisser seuls, la démocratie nous la ferons ensemble!* », a lancé Lugo à la foule rassemblée au centre d'Asunción pour fêter l'événement. « *C'était l'euphorie totale. On sent l'assurance généralisée que Lugo atteindra ses objectifs, qu'il ne nous décevra pas!* », s'exclame Elianne Chiriani, journaliste de la radio Viva.

L'élection présidentielle, qui ne comporte qu'un seul tour et se remporte à la majorité simple des suffrages, a connu un taux de participation impressionnant là-bas, avec 65 % des 2,8 millions d'électeurs paraguayens inscrits. Lugo l'a emporté avec 41 % des votes, 10 points de plus que sa principale rivale, Blanca Ovelar, première

femme à briguer la présidence et qui se présentait sous la bannière du parti Colorado. L'ex-général Lino Oviedo, incarcéré pendant plusieurs années pour tentative de putsch, et libéré peu avant le début officiel de la campagne électorale, a pour sa part terminé troisième. Fernando Lugo rentrera en fonction le 15 août prochain.

## Lugo, l'incarnation du changement

Fernando Lugo s'est fait connaître au départ pour son engagement auprès des paysans sans terre. Son arrivée sur la scène politique a sonné la fin du cynisme et de l'apathie pour bon nombre de Paraguayens. « *J'ai voté pour Lugo parce que ce pays a besoin de changement, peu importe lequel* », dit l'agronome Derlis Torales. « *Ma femme et moi n'avions pas voté depuis plus de vingt ans, car nous ne croyions pas aux options qui nous étaient présentées. Cette fois-ci, je me présente derrière Lugo, car je crois en lui* », ajoute Dionisio Baez, coordonnateur communautaire au département de Caaguazú, situé au centre du pays. « *Nous allons enfin sortir du cercle vicieux de l'autoritarisme dans lequel nous avons vécu quasi sans discontinuité depuis notre accession à l'indépendance, en 1811.* »

À la tête de l'Alliance patriotique pour le changement (APC), une coalition éclectique rassemblant le principal parti d'opposition, le Parti libéral radical authentique (PLRA), et une ving-

taine d'associations du monde paysan, indigène et syndical, Fernando Lugo a fait campagne autour des thèmes du nationalisme économique, de la lutte contre la corruption et de la réforme agraire. Sera-t-il en mesure de réaliser ses promesses? Les Paraguayens ont de fortes attentes à son égard.

## De grands défis à relever

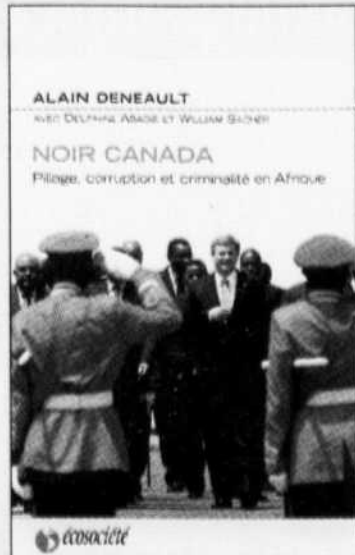
Le premier défi de Fernando Lugo sera de prouver sa capacité de manoeuvrer et de gouverner au sein même des partis de sa coalition, extrêmement hétérogènes quant à leurs intérêts. En plus, le nouveau président n'a pas obtenu la majorité au Congrès. Il devra donc négocier avec l'opposition pour faire adopter ses projets de loi, une tâche qui s'annonce ardue. Il faudra aussi nettoyer et dépolitiser l'appareil judiciaire, qui est à la solde du parti Colorado.

Entaché par la corruption, le parti Colorado, considéré comme le pilier jumeau de l'armée sous la dictature, quitte avec un bien triste bilan, tant sur le plan économique que social. Le niveau de vie des Paraguayens est plus bas que ce qu'il était en 1989 et l'exode des jeunes vers l'Argentine, l'Espagne et les États-Unis semble sans issue. De plus, sur le plan environnemental, ce parti a favorisé la monoculture intensive du soja transgénique, très nocive pour l'environnement et menant à la perte de la souveraineté alimentaire.

Le règlement de la réforme agraire, centrale dans ce pays où 80 % des terres se retrouvent entre les mains de 2 % de la population, ne sera pas aisé non plus. Les propriétaires terriens ne se laisseront pas dépouiller de leurs biens facilement. Et Lugo ne peut décevoir ses premiers partisans, les 300 000 paysans sans terre du pays.

Enfin, Fernando Lugo a insisté pendant sa campagne sur sa volonté de renégocier le traité d'Itaipu pour obtenir plus d'argent du Brésil. Signé en 1973 lorsque ces deux pays étaient dirigés par des dictatures militaires, ce traité venant à échéance en 2023 mentionne que le Paraguay a l'obligation de vendre au Brésil au prix de revient sa part d'hydroélectricité inutilisée. « *Aucun autre État de la région n'accepte de vendre ses ressources au coût de production* », de dire Fernando Lugo. Au départ, le président brésilien Lula da Silva n'était pas particulièrement favorable à une révision du traité, mais la menace de Lugo d'amener le dossier devant les tribunaux internationaux semble l'avoir fait changer d'avis. Ce dossier est prioritaire pour le nouveau président du Paraguay, puisque la vente de cette électricité au prix courant va générer des rentrées de près d'un milliard de dollars de plus par année dans les coffres de l'État, et ainsi lui permettre de répondre aux défis que doit surmonter son pays.

## NOUVEAUTÉS AVRIL 2008



ALAIN DENEAULT  
(AVEC D. ABADIE ET W. SACHER)

### NOIR CANADA

Pillage, corruption et criminalité en Afrique

Qu'ont en commun la guerre en République démocratique du Congo, les REER et autres cotisations de fonds de retraite? Réponse : la Bourse de Toronto et un Noir Canada. Le Canada appuie politiquement et financièrement des sociétés minières et pétrolières canadiennes qui exploitent le sol africain, enregistrent des profits colossaux à la Bourse de Toronto, alors qu'elles se rendent coupables des pires abus en Afrique. Alain Deneault décrit avec lucidité et ironie toute l'architecture d'un système politique et financier honteux qui légitime et soutient le pillage des ressources du continent africain. Il démontre avec éloquence que le Canada est loin d'être cet « ami de l'Afrique » qu'il se targue d'être...

978-2-923165-42-4 352 pages 34\$

LES ÉDITIONS  
**écosociété**  
www.ecosociete.org

MICHEL FREITAG

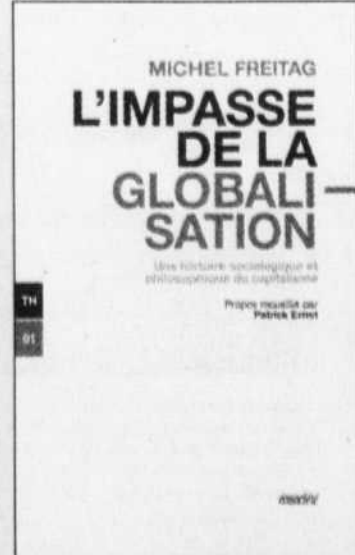
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK ERNST

### L'IMPASSE DE LA GLOBALISATION

Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme

Associant les perspectives herméneutiques de l'histoire, de l'économie, de la sociologie et de la philosophie, Michel Freitag met en lumière les développements du capitalisme. Prédéteur par essence, le capitalisme ne crée rien à l'extérieur de lui mais s'approprie les conditions de son changement et règne désormais sur le monde. Le néolibéralisme actuel qui en découle lui ajoute cependant une déconstruction systématique des concepts, des limites institutionnelles et identitaires, s'émancipant ainsi de tout cadre normatif.

L'impasse de la globalisation nous propose une réflexion profonde et critique sur les formes que devrait prendre un réaménagement postcapitaliste des conditions de vie sur Terre.



978-2-923165-41-7 416 pages 39\$

## BILLETS

## Soixante ans après

Célébrer les soixante ans de l'État d'Israël est problématique, car si pour beaucoup il s'agit de la création d'un refuge pour les rescapés du génocide hitlérien, c'est aussi la victoire d'un projet génocidaire. La célébration de cet anniversaire sans mentionner les victimes directes de la création d'Israël est obscène. Car la naissance de l'État d'Israël a deux faces inséparables l'une de l'autre : souveraineté juive et déposssession arabe. L'indépendance des uns a fait des autres des réfugiés.

Accident tragique de l'histoire? Non, et c'est là un des nombreux mythes qui entourent le sionisme et la création de l'État juif. En fait, on peut parler de deux séries de mythes : ceux qui concernent la genèse d'Israël et ceux qui entourent la réalité présente.

Dans la première catégorie, la Palestine des premiers moments de la colonisation sioniste est décrite comme « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». S'il est vrai que le peuple juif n'était nullement souverain, il est faux de décrire la Palestine comme une terre vide : un peuple y vit et y a développé une agriculture et, depuis 1920, l'embryon d'une industrie.

Toujours dans la série des mythes liés à la genèse d'Israël, il y a la « fuite des réfugiés ». Les nouveaux historiens israéliens ont réglé le sort de ce colossal mensonge : les Palestiniens sont devenus un peuple de réfugiés à la suite d'une guerre de nettoyage ethnique dument planifiée et non par une subite envie de quitter leur patrie pour les tentes des camps de l'ONU.

Quant aux mythes qui entourent la réalité de l'État juif, ils ont servi d'arrière-fond à une campagne de propagande depuis 50 ans dont on ne peut nier l'efficacité. Mentionnons-en trois.

D'abord qu'Israël est la seule démocratie au Proche-Orient. L'État d'Israël lui-même ne se définit pas comme une démocratie, mais comme un « État juif et démocratique ». La nuance est de taille : « État juif » implique un statut privilégié, inscrit dans les bases constitutionnelles et les lois de l'État, pour une communauté, au détriment des autres, ce qui est contradictoire avec le principe démocratique. L'accès à la terre et au droit de résidence ainsi que les lois concernant l'immigration ne sont pas les mêmes pour les citoyens juifs et arabes, qui jouissent de droits civiques identiques. Donc parler de démocratie est totalement inapproprié.

Autre mythe : Israël comme société égalitaire, voire comme exemple de socialisme démocratique, ce que confirmeraient les kibboutz et la place centrale de la Histadruth, institution unique au monde qui unit la confédération syndicale, le principal patron de l'industrie lourde, la seconde banque du pays, la sécurité sociale, la principale confédération sportive et bien d'autres choses encore. Le politologue Zeev Sternhell a réglé le cas de ce mythe en montrant que toutes ces institutions, y compris le collectivisme économique, n'étaient que des moyens – provisoires – pour mettre en place un État moderne par en haut, puisque les moyens pour un développement par le bas n'existaient pas...

Mythe aussi que « l'immigration spontanée » des Juifs des pays arabes qui, dans leur majorité, ont été contraints de quitter leur patrie par des manipulations – y compris des attentats perpétrés par les Services secrets sionistes – et des accords secrets avec les régimes arabes en place.

Si les nouveaux historiens israéliens sont aujourd'hui connus à travers le monde, il n'en est pas de même des « nouveaux sociologues » et autres critiques de la société israélienne et de l'État qui ont permis une remise en question de ces mythes. Ce travail de recherche critique a largement contribué au développement de mouvements sociaux israéliens qui revendiquent un « Autre Israël », plus égalitaire et plus ouvert à l'Autre, qu'il soit juif ou non.

Le combat pour un État démocratique et laïque est, après 60 ans d'existence d'Israël, plus nécessaire que jamais. Ce sera un combat commun judéo-arabe, un combat de remise en question des fondements sionistes. Si ce n'est pas le cas, Israël continuera à développer les caractéristiques d'un État d'apartheid.

## Surprise! il y a une vie après le FMI

NORMAND BAILLARGEON

En décembre, une nouvelle banque est née. Son nom? El Banco del Sur, c'est-à-dire la Banque du Sud. Elle réunit sept pays d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Brésil, Équateur, Paraguay, Venezuela et Uruguay) dans un projet commun de financement d'infrastructures, de développement social et de protection contre les secousses financières.

Sa création a été passée sous silence dans nos grands médias. Elle traduit pourtant une volonté populaire exprimée dans ces pays de se libérer de l'emprise des institutions qui régissent l'architecture de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Pour comprendre pourquoi, voici le cas de l'Argentine et du Venezuela.

L'Argentine a longtemps été un élève modèle des doctrines néolibérales et a suivi à la lettre les politiques de privatisation et de contrôle de dépenses publiques du FMI. Pourtant, et en partie à cause de cela, l'aube du millénaire augure particulièrement mal pour l'Argentine, étranglée par les dettes et des taux d'intérêt vertigineux. Imperturbable, le FMI, qui conseillait le pays, prévoit une importante croissance du PIB pour 2000, puis pour 2001 et 2002. Il s'est à chaque fois lourdement trompé : tant sur l'ampleur de la récession en cours, largement sous-estimée, que sur la croissance du PIB, largement surestimée. En 2001, dans un geste spectaculaire, l'Argentine cesse de rembourser sa dette publique et envoie promener le FMI. Le pays entreprend plus tard une forte reprise, que le même FMI, va largement sous-estimer, année après année.

Le cas du Venezuela est particulier. Si le pays n'a plus de prêt avec le FMI depuis 1997, il illustre un aspect particulièrement sombre du FMI et un autre motif de la colère populaire. Le 11 avril 2002, le gouvernement démocratiquement élu du Venezuela est renversé par un coup militaire. Dans les heures qui suivent, avec une célérité jamais vue, le FMI se déclare publiquement « prêt à appuyer la nouvelle administration de toutes les manières qu'elle le voudra ». Or, la nouvelle administration de Pedro Carmona est une dictature!

Les cas de l'Argentine et du Venezuela se généralisent, et on ne s'étonnera pas que le FMI ait si mauvaise réputation. Plusieurs pays ont d'ailleurs commencé, ou terminé, à solder leur dette envers le Fonds. Avec pour résultat que le FMI est en train d'être mis à la porte de l'Amérique du Sud, tandis que ses réserves s'épuisent en raison des dettes impayées ou restructurées de ses créanciers.

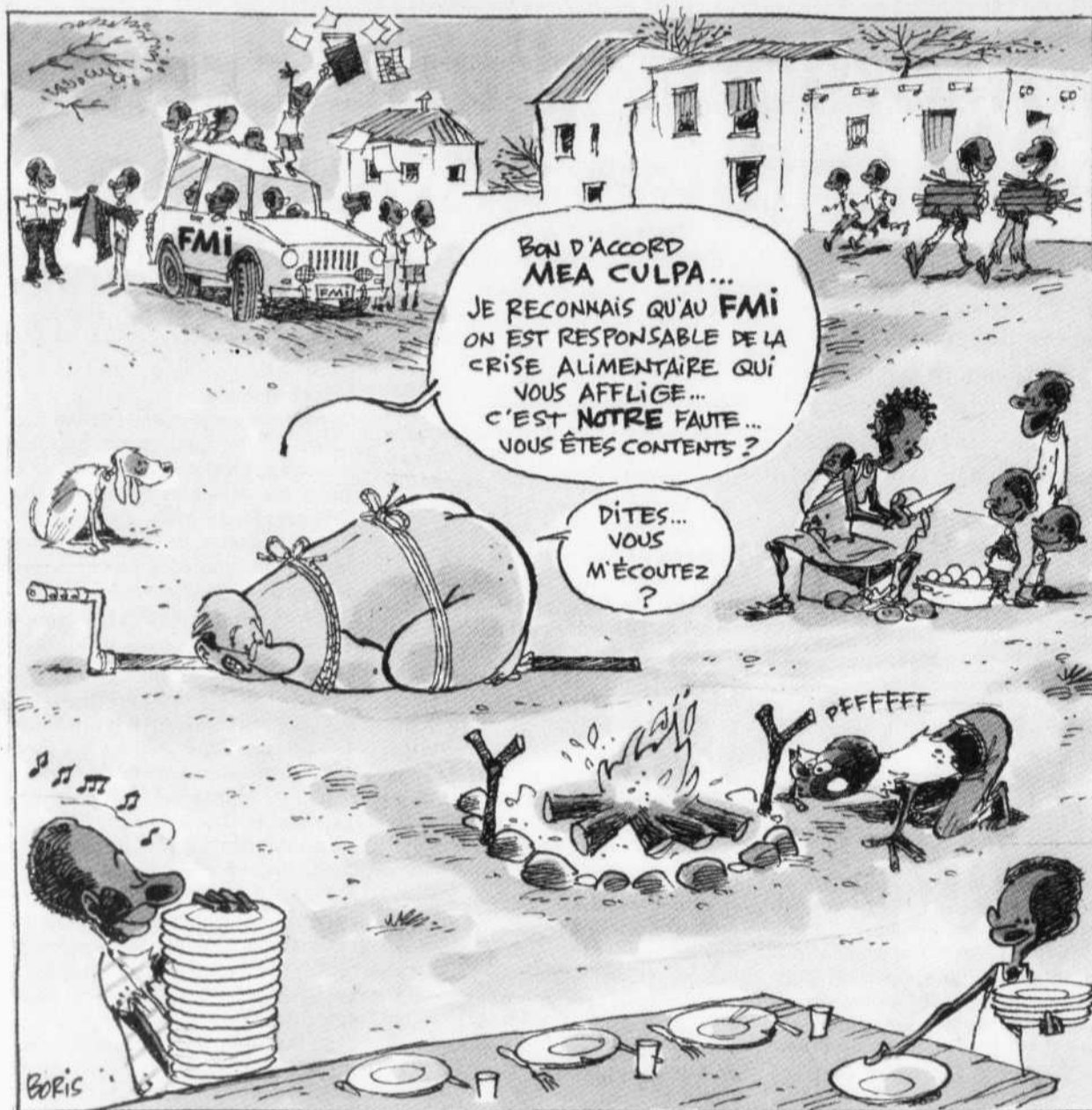
Dans ce contexte, la création de la Banco del Sur constitue un événement de très grande importance. Elle appuie ce projet de pipeline de plusieurs milliers de kilomètres reliant des gisements du Venezuela au Brésil et à l'Argentine, ce qui contribuerait à l'autonomie énergétique des pays concernés.

Plus encore, la Banque pourrait bien marquer un premier pas vers une réunification d'une Amérique du Sud qui a si longtemps été désintégrée. Elle réunit en tout cas des gouvernements de gauches aussi différentes que celui de Lula (au Brésil) et de Chavez.

Il n'y a pas si longtemps, de tels agissements auraient entraîné, de la part des États-Unis, soit par la force, soit par la restructuration des économies, un renversement des gouvernements concernés. La première option est désormais de plus en plus difficile à envisager; la deuxième le devient à son tour, notamment grâce à la Banque du Sud. Bref : il y a une vie après le FMI; et ça commence à se savoir.



Michel Warschawski



## Opinion

## La leçon du Népal

C'est un pays dont on n'entend jamais parler sauf quand il y a des escalades sur l'Everest. C'est un pays qui semble avoir été oublié par le temps. C'est un pays qui semble-t-il n'intéresse personne parce qu'il n'y a ni pétrole ni gaz. Pourtant dans ce pays se déroule sous nos yeux un tremblement de terre politique dont les répercussions dépassent de loin ses frontières.

PIERRE BEAUDET

Au Népal, la pauvreté et l'exclusion dominent depuis des siècles. Les dominants agissent comme des seigneurs féodaux d'une époque révolue, avec pratiquement le droit de vie et de mort sur des gens qui ne sont certainement pas des citoyens. Aux dominations de classes et ethniques se superpose le terrible système de castes, qui perpétue des situations épouvantables de génération en génération. Dans les campagnes du Népal, la majorité de la population est composée de basses castes (paysans) et de *dalits* (sans caste) considérée comme des sous-humains par une petite élite monarchique.

Mais depuis quelques années, ces non-humains ont décidé d'exister. Ils se sont révoltés. Ils se sont organisés. Ils ont gagné en influence. Au fil des ans, ils ont mis en place différents outils. Ils ont joué le jeu politique. Ils ont été refoulés. Ils se sont construits une petite « armée rouge », ridiculement faible sur le plan militaire, mais redoutable sur le plan social et politique. Et tout à coup, les pauvres ont pris conscience qu'ils constituaient la majorité! Puis, tout cela a débouché sur l'élection d'il y a quelques semaines. Les experts, les consultants, les ambassadeurs, les journalistes des médias de masse, les États-Unis et l'Inde, et, bien sûr, l'élite politique du Népal n'avaient jamais pensé à ce scénario invraisemblable : les maoïstes se retrouvant loin devant toutes les autres formations politiques et, en principe, à la veille de former un nouveau gouvernement.

Comment expliquer cette victoire? Bien sûr, les dominés se révoltent. Mais la plupart du temps, leur lutte est déjouée. Les dominants, utilisant la force et la manipulation, continuent de dominer. Quelques fois l'exception se produit, et c'est le cas au Népal.

Comme les maoïstes le démontrent, il faut retisser le fil, coaliser des forces dispersées, proposer un projet à la fois ambitieux et réaliste. Dans ce cas par exemple, les maoïstes ont eu l'intelligence de regrouper la majorité autour d'un projet républicain, inclusif, qui tient compte des paysans, des *dalits*, des classes moyennes, des diverses minorités nationales, bref, d'un peu tout le monde. Leur révolution consiste à promettre des écoles et des cliniques à des gens qui n'ont jamais vu cela. À remettre de l'ordre dans un pays dévasté par l'arbitraire et le délire. Et à briser le mépris et la violence institutionnelle qui sont au cœur du système en place.

Quelle est l'autre leçon du Népal? Les dominants, quand

ils sentent la soupe chauffer, n'hésitent pas à programmer des massacres. Le roi et sa clique militariste ont tué allégrement et sans que la communauté internationale ne s'en offusque. Le droit et la démocratie sont bafoués constamment par des élites qui savent être bien branchées sur les hyperpuissances. Il s'agit d'être du bon côté et on a tous les droits pour continuer de tuer en toute impunité des pauvres et des exclus. Mais parfois les dominés décident de pratiquer l'autodéfense. Dans les cercles bien pensants, ils sont automatiquement condamnés : ce sont des « terroristes », car ils osent répliquer à la violence des dominants. Les maoïstes népalais, les résistants libanais et palestiniens, les mouvements de libération ici et là sont condamnés et condamnables pour avoir osé résister. La plupart du temps, cette diabolisation fonctionne et la violence des dominants, incroyablement plus sophistiquée et puissante, l'emporte. Mais encore là, il y a des exceptions. Parfois, les dominés réussissent à tenir bon. Et sans vaincre l'adversaire, à au moins le déstabiliser et le forcer à un compromis. Avant de condamner la violence sans considération au contexte, rappelez-vous comment Nelson Mandela et l'ANC ont finalement vaincu l'apartheid. Et bien c'était aussi (mais pas seulement) parce qu'une poignée de guérilleros avait mis le régime au pied du mur. Ce n'est ni une recette ni une solution idéale, mais parfois, les dominés doivent résister. Franchement, je pense que tel est le cas au Népal, car sans leur petite armée rouge, les dominés seraient encore des sous-humains.

Maintenant qu'ils sont à la porte du pouvoir politique, il reste à voir comment les maoïstes vont gérer cela. Ils doivent, et cela ne sera pas facile, faire face à un certain nombre de vieux démons, dont une tendance à l'autoritarisme, au j'ai-tout-été, voir au militarisme. Selon les organisations de droits humains qui ont couvert la sale guerre civile qui sévit depuis une dizaine d'années, la majorité des atrocités ont été commises par l'armée, mais les maoïstes n'ont pas toujours été des anges non plus. Avec une partie du pouvoir dans les mains, certains pourraient être tentés de tout accaparer. Pour le moment, ce n'est pas ce que dit leur chef Prachenda, « le redoutable ». Il répète au contraire sa volonté de mettre en place un gouvernement d'unité nationale en tendant la main aux autres partis qu'il a pourtant largement dépassés aux urnes. Disons donc que pour le moment, les Népalais ont décidé de donner la chance au cœur.

De l'autre côté, on peut s'attendre à des turbulences. Les dominants vont en remettre, s'accrocher à leurs privilèges. Ou pire encore, avec l'aide des États-Unis et de l'Inde, fomenter des troubles et appuyer des groupes qui refusent le compromis. Comme en Bolivie où les réformes promues par le gouvernement d'Evo Morales, pourtant élu par une forte majorité, sont bloquées par les latifundistes et les exploitations pétrolières qui menacent de faire sécession dans les régions les plus riches du pays. Cela prendra tout un miracle pour que les Népalais se fauillent face à une situation où 80 % des gens qui vivent dans la plus grande des pauvretés veulent des changements MAINTENANT. On leur souhaite bonne chance! Il serait prévisible que les mouvements intéressés par la dynamique de l'altermondialisme qui connaît de réelles avancées, en Amérique latine notamment, essaient de comprendre ce qui se passe à l'ombre de l'Himalaya.

## Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe d'un journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives  
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :  
JOURNAL ALTERNATIVES  
3720, avenue du Parc  
bureau 300, Montréal  
(Québec) H2X 2J1

Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_

Pour en savoir plus : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

ALTERNATIVES  
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert  
RESPONSABLE DE L'INFORMATION : Emmanuel Martinez

MONTREAL - 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1  
Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122

QUÉBEC - 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2  
Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000

Courriel : [commentaires@alternatives.ca](mailto:commentaires@alternatives.ca) • Site Internet : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 30 avril 2008 du quotidien *Le Devoir*. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source. Les points de vue exprimés par les auteurs n'engagent que ceux-ci.

COORDINATION ET RÉDACTION : Emmanuel Martinez - COMITÉ DE RÉDACTION : Alain Ambrosi, Pierre Beaudet, Stéphan Corrivau, Pauline Gélinas, France-Isabelle Langlois, François L'Écuyer, Denis McCreedy, Alexandre Touchette - CHRONIQUES : Normand Baillargeon, Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Ariane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski - RÉVISION ET CORRECTION DES TEXTES : Gilles McMillan - INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet - CARICATURE : Boris

## Harper, Bush et Calderon à la Nouvelle-Orléans

# Open for business

Le premier ministre du Canada et les présidents des États-Unis et du Mexique se sont réunis à la fin avril pour discuter du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité (PSP). Pour George Bush, le choix de la Nouvelle-Orléans s'imposait pour montrer que la ville est plus que jamais *open for business*, trois ans après le ravage de Katrina.

GABRIÈLE BRIGGS

Les organismes altermondialistes et les syndicats du Canada, des États-Unis et du Mexique qui se réunissaient en même temps à la Nouvelle-Orléans lors du Sommet des peuples constatent qu'il faut prendre au mot le président américain.

La mainmise du secteur privé sur le PSP est ce qui inquiète le plus les participants du Sommet des peuples. Le Conseil nord-américain de la compétitivité, regroupant 30 dirigeants d'entreprises venant à parts égales des États-Unis, du Canada et du Mexique, est aux premières loges lors des discussions entourant le partenariat. Ces hommes d'affaires sont explicitement mandatés pour « formuler des recommandations et faire connaître les priorités concernant la promotion de la compétitivité nord-américaine à l'échelle mondiale », selon le gouvernement du Canada. Ces mécanismes d'influence sont « soustraits à la surveillance démocratique des parlementaires, car le PSP n'est pas un accord formel, avec une signature », mentionne Pierre-Yves Serinet, du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC).

### Le privé lorgne l'énergie

L'énergie est une autre source d'inquiétudes. Les syndicats de ce secteur du Canada, des États-Unis et du Mexique ont d'ailleurs organisé un deuxième contre-sommet à la Nouvelle-Orléans, le dimanche 20 avril, avant de rejoindre



PHOTO : ETLEBORO.COM

le Sommet des peuples. Dans le secteur énergétique aussi, l'ombre du secteur privé plane sur les sociétés d'État. La vente de PEMEX, l'entreprise publique mexicaine du pétrole, fait craindre le pire aux syndicats.

Ceux-ci s'entendent pour que l'énergie soit considérée comme un droit humain fondamental appartenant aux communautés productrices. Mais dans les accords de libre-échange, elle est considérée comme une marchandise et est régie par un principe de proportionnalité. « Lorsqu'un pays échange de l'énergie avec un autre, il se doit de continuer dans cette même proportion ou d'augmenter le volume des exportations », explique Claude Généreux du Syndicat canadien de la fonction publique. Il craint qu'en raison de cette clause, le Canada et le Mexique perdent peu à peu leur souveraineté sur leurs ressources énergétiques au détriment des États-Unis.

Entre-temps, les syndicats présents se sont entendus pour maintenir un réseau de liaisons entre les regroupements canadiens, américains et mexicains. Une délégation canadienne se rendra par ailleurs au Mexique pour appuyer les travailleurs de PEMEX qui luttent contre la privatisation de la société d'État.

### L'exemple désolant de la Nouvelle-Orléans

Pour les hôtes du Sommet des peuples, la rencontre fut aussi le moment de

démontrer l'état de délabrement dans lequel se trouve toujours la Nouvelle-Orléans. Comme l'explique Pierre-Yves Serinet, la plus grande ville de Louisiane est une preuve des impacts négatifs de l'ALENA et du PSP.

12 000 sinistrés de l'ouragan sont toujours dispersés sur le territoire américain. Les terrains dévastés sont la cible de la spéculation immobilière. « C'est une ruée vers l'or aux dépens des déplacés », s'indigne M. Serinet.

La ville subit une profonde transformation sociale avec l'arrivée massive de travailleurs étrangers, majoritairement du Mexique, engagés pour reconstruire la ville. Ces travailleurs déchantent rapidement lorsqu'ils reçoivent leur salaire : 3 à 4 \$ par jour. « C'est ça la migration ciblée des travailleurs », explique le porte-parole du RICQ.

Claude Généreux a participé à la visite du Lower Ninth Ward, l'un des quartiers les plus touchés par Katrina. La situation « est pire qu'au Ghana ou qu'en Haïti. Il n'y a plus de services à la communauté, pas d'électricité, pas de noms de rues », dénonce-t-il. Le gouvernement américain semble ici jouer un double jeu. D'un côté, il n'apporte aucune aide gouvernementale aux sinistrés, de l'autre il dit que les services publics ne fonctionnent pas et qu'il faut les privatiser.

## Quebecor : un an de manigances

En avril 2007, 252 employés du *Journal de Québec* sont mis en lock-out par Quebecor, qui possède aussi le *Journal de Montréal*, TVA et le portail Internet Canoë. Ce conflit, le plus long pour un quotidien francophone au Canada, a soigneusement été préparé par Quebecor.

EMMANUEL MARTINEZ

En juin dernier, Marc (prénom fictif) décroche un bon boulot à Montréal : journaliste pour le portail Internet Canoë.

« C'était un peu étrange parce qu'on devait travailler à la maison sans contact avec une salle de nouvelle », raconte Marc, qui avait répondu à une annonce Internet pour une quinzaine de postes chez Canoë. « On m'a dit qu'il n'y avait pas de place pour nous accueillir, que c'était un projet pilote. J'ai accepté, parce que c'était bien payé. Environ 50 000 \$ par année. »

Par téléphone, Marc est en contact avec son patron qui lui donne ses affectations. En fin de journée, il envoie ses textes par courriel.

Quelques semaines plus tard, son père à Québec lui fait remarquer que ses textes publiés sur le site de Canoë sont repris dans le *Journal de Québec*, qui est en lock-out.

« J'étais inquiet que mon nom apparaisse », affirme Marc. Son nom n'est cependant pas publié. Il pose malgré tout des questions à son patron : « Est-ce qu'on est une équipe de rechange pour les journalistes du *Journal de Québec* ? » Les réponses restent évasives.

Puis en octobre, Quebecor prétend devant la Commission des normes du travail ne pas connaître l'identité de ceux qui écrivent des textes pour Canoë repris dans le *Journal de Québec*.

« C'est à ce moment-là que j'ai vraiment réalisé ce qui se passait. On était des scabs », soutient Marc qui ne travaille plus pour Canoë.

### Les manœuvres de Quebecor

Quebecor use d'une panoplie de stratagèmes, puisque des cadres supplémentaires avaient auparavant été embauchés pour remplacer les employés syndiqués en cas de grève ou lock-out. Selon le syndicat, 14 cadres ont commencé à travailler trois mois avant l'échéance pour ainsi respecter les normes antibiseurs de grève. Ils se chargent d'écrire des articles et de produire le journal.

Le PDG de Quebecor, Pierre-Karl Péladeau, est aussi à l'origine de la création de l'agence de presse Nomade, dédiée exclusivement à fournir du contenu à Quebecor Media. Sylvain Chamberland, ex-cadre de TVA et propriétaire de cette agence « indépendante », soutient que monsieur Péladeau l'a approché pour conclure une entente l'été dernier.

Nomade fournit donc des articles au *Journal de Québec*, tandis que les besoins photos sont remplis par l'agence Keystone, inexistante dans la Vieille Capitale avant le lock-out.

### Le syndicat réplique

Le syndicat des employés du *Journal de Québec* accuse Quebecor d'avoir recours à des briseurs de grève devant la Commission des relations du travail. Pour Stéphane Villeneuve, statisticien en lock-out du *Journal de Québec*, et trésorier du syndicat de la rédaction, il est clair que ces briseurs de grève nuisent à leur cause : « S'ils n'étaient pas là, le conflit serait réglé depuis longtemps. » Stéphane Villeneuve refuse toutefois de les juger, mais il déplore les faibles pénalités auxquelles s'expose Quebecor : « Les amendes prévues sont ridicules! »

Malgré un an de conflit, il garde le moral. « Le fait de participer au MédiaMatinQuébec nous permet de rester positif », dit-il. La mise en demeure qu'il a reçue de Quebecor au début du conflit l'a motivé à lutter.

Il ne pense pas que le lock-out se termine avant l'automne, mais au moins l'hiver est passé! Pour Stéphane Villeneuve, le plus difficile sera « de retravailler avec des gens qui nous ont menti en pleine face ».

**60 ans d'Israël = 60 ans de souffrances et de dépossession palestiniennes**  
Cela nous préoccupe encore et nous exigeons la justice!

## Manifestation

Samedi 10 mai à 13 h • Carré Dorchester

ORGANISÉE PAR LA COALITION POUR LA JUSTICE ET LA PAIX EN PALESTINE

Faculté de l'éducation permanente  
La faculté d'évoluer

## ÉCOSANTÉ

NOUVEAU Certificat en écosanté



+ Nouveaux enjeux  
+ Écologie + Santé  
+ Développement durable  
+ Écosystème + Environnement

514 343.6090 + 1 800 363.8876

[www.fep.umontreal.ca/ecosante/](http://www.fep.umontreal.ca/ecosante/)

Université   
de Montréal

## CHINE

SUITE DE LA UNE

vous pouvez publier sur votre site des fragments de textes censurés dans leurs pays d'origine. Le site [irrepressible.info](http://irrepressible.info) d'Amnistie internationale propose une application Web qui publie automatiquement ces extraits sur votre site.

### Le grand bond en arrière

L'attribution des Jeux à Pékin devait en théorie forcer la Chine à s'ouvrir en la soumettant aux feux de l'attention internationale. Or, la répression a augmenté à l'approche des olympiades. Hu Jia, un défenseur des droits de l'homme, est devenu l'emblème de la crispation du régime. Il a été condamné en avril à trois ans et demi de prison pour avoir critiqué le gouvernement sur Internet et accordé des interviews à la presse étrangère. En mars, Yang Chulin, un ouvrier de 52 ans, a été condamné à cinq ans de prison pour avoir diffusé sur la toile une pétition qui disait : « Nous voulons des droits de l'homme, pas les JO. »

La fondation Dui Hua rapporte que les arrestations politiques ont doublé depuis 2006. Les données du gouvernement chinois indiquent qu'elles ont atteint un niveau record depuis 1999 : 742 personnes ont officiellement été arrêtées en 2007 pour « subversion du pouvoir de l'État ». Une accusation parapluie qui a remplacé la bonne vieille « incitation à la contre-révolution » et qui sert principalement à supprimer la dissidence politique et les revendications au nom des intérêts supérieurs de l'État. Évidemment, les passages à tabac par des policiers en civil et autres formes d'intimidation ne font pas partie de ces statistiques.

Ce n'est pas un hasard si le gouvernement chinois consacre autant d'énergie au contrôle de l'information. Malgré la répression, selon les données officielles, le pays a été secoué par 87 000

émeutes en 2005! Le malaise dépasse les révoltes « ethniques » des Tibétains et des Ouïghours et touche l'ensemble de la société chinoise. En dépit de l'interdiction des syndicats, de violentes grèves éclatent dans des villes industrielles, des citoyens manifestent contre les expropriations injustes et arbitraires et les 700 millions de campagnards, les laissés pour compte du rêve chinois, sont frappés de plein fouet par l'inflation et la hausse des coûts faramineuse des denrées alimentaires.

Bien qu'il soit facile de contrôler le contenu de la presse et des bulletins de télé — les médias chinois ont passé sous silence le coup d'éclat de Reporters sans frontières lors de l'allumage de la flamme olympique —, il est beaucoup plus difficile de contenir Internet.

Les gouvernements occidentaux font d'ailleurs preuve d'hypocrisie lorsqu'ils dénoncent la situation, puisque des entreprises étrangères participent au perfectionnement du formidable appareil répressif chinois. Yahoo! est accusé par Amnistie internationale d'avoir fourni des informations confidentielles sur ses utilisateurs aux bonzes de Pékin. Ces informations auraient mené à l'arrestation d'au moins deux journalistes. Microsoft de son côté a fermé un blogue à la demande du régime et Google a lancé une version chinoise censurée de son moteur de recherche.

Malgré toute cette surveillance, des blogues anonymes diffusent les milliers d'histoires de citoyens victimes d'injustices et de corruption. Même s'ils sont finalement trouvés et censurés, ils sont commentés sur des centaines d'autres forums de discussions. Peu à peu, la société civile et l'opinion publique chinoise se renforcent. Grâce à des logiciels comme Psiphon, les citoyens de partout y contribuent.

## DOCUMENTAIRES

## Territoires

Réalisé par Mary Ellen Davis.  
Au cinéma Ex-Centris à Montréal  
dès le 9 mai.

Ce documentaire porte sur le photographe Larry Towell, un des rares Canadiens à travailler pour la prestigieuse agence Magnum. L'Ontarien s'inspire de la photographie humaniste : l'important est de rester proche de ses sujets, aussi bien physiquement qu'émotionnellement, et le photographe doit aimer ces gens et leur laisser savoir.



C'est ce que fait Larry Towell dans le documentaire lorsqu'il parle des mennonites, des Palestiniens et des habitants de New York le 11 septembre 2001 (oui, il y était ce jour-là...).

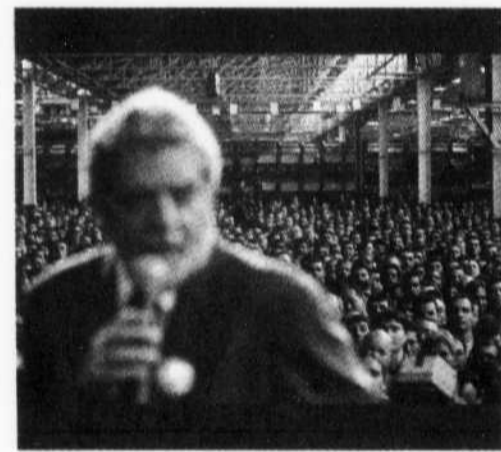
À travers ses photos, il nous apprend qu'au début des années 1980 des mennonites, d'origine canadienne, mais vivant au Mexique depuis 60 ans, venaient dans le sud de l'Ontario pour travailler dans les champs. Ces membres de la secte protestante aux cheveux blancs et aux yeux bleus ne parlaient qu'espagnol! Larry Towell les a suivis au Mexique où ils vivaient dans une extrême pauvreté, sans électricité ni eau courante.

En Palestine, il constate que la situation est pire aujourd'hui qu'à son passage il y a dix ans, quand il croyait que c'était déjà pitoyable. Il ne s'agit pas, selon lui, d'un conflit religieux ou ethnique, mais d'une lutte pour posséder la terre, la propriété foncière. Il garde malgré tout son humour en constatant que ce mur érigé par Israël autour des Palestiniens représente une « architecture nouvelle » pour les villes palestiniennes.

Il a passé beaucoup de temps dans les bazars en train de prendre des photos en marchant, sans s'arrêter. Il s'agit d'une de ces techniques pour capter la spontanéité. Cet homme barbu travaille sans caméra numérique, parce qu'il aime le mystère de ne pas savoir si son cliché est réussi. Et, aussi, pour éviter la tentation de supprimer des photos sur le champ : certaines sont meilleures quelques années plus tard...

Le documentariste Mary Ellen Davis le suit dans les bazars en train de prendre des photos en marchant, sans s'arrêter. Il s'agit d'une de ces techniques pour capter la spontanéité. Cet homme barbu travaille sans caméra numérique, parce qu'il aime le mystère de ne pas savoir si son cliché est réussi. Et, aussi, pour éviter la tentation de supprimer des photos sur le champ : certaines sont meilleures quelques années plus tard...

EMMANUEL MARTINEZ



## Le monde selon Lula

Réalisé par German Gutierrez.  
Au cinéma Ex-Centris à  
Montréal dès le 9 mai.

C'est droit au coeur du pouvoir brésilien que nous plonge ce documentaire, nous transportant dans les couloirs du Planalto, le Parlement brésilien, pour y rencontrer le président Luiz Ignacio Da Silva ou Lula.

À la tête de la 10<sup>e</sup> économie planétaire depuis son élection en janvier 2003, le gouvernement Lula s'est donné comme mission de changer l'ordre économique mondial. Le réalisateur German Gutierrez l'accompagne dans ce périple, captant sur images l'offensive de la diplomatie brésilienne pour transformer les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les priorités du Sommet des chefs d'État des Amériques. Les enjeux politiques et économiques auxquels Lula doit faire face lors de négociations avec ses homologues français et états-uniens sont exposés clairement.

Lula tente de briser le monopole du pouvoir économique détenu par la clique du G-8. Le Brésil veut que les voix des pays émergents soient entendues au sein de l'OMC. Face à la résistance des grands empires économiques qui craignent de perdre leurs privilèges, le Brésil réplique et encourage la formation du G-20, un groupe qui rassemble 23 pays émergents (à ne pas confondre avec l'autre G-20 qui regroupe les États les plus puissants économiquement).

C'est le rôle joué par le Brésil sur la scène économique mondiale qui est présenté dans ce documentaire. Il permet de bien saisir le défi d'être président du Brésil, un joueur-clé dans l'économie mondialisée, et de saisir l'ampleur de sa mission : arriver à un compromis avec les plus grandes puissances économiques mondiales et rééquilibrer ainsi le rapport de forces avec les pays émergents. De Brasília à Moscou en passant par Mar del Plata, le spectateur prend siège dans le jet présidentiel et voyage aux côtés de Lula. Les paysages sont surprenants, et la grandeur du président de la république du Brésil l'est d'autant plus.

CATHERINE BINETTE

## ESSAI

## L'universalisme européen, de la colonisation au droit d'ingérence

Immanuel Wallerstein, Demopolis, Paris, 2008, 137 p.

Dans un monde où les puissances occidentales s'appuient sur les valeurs universelles des droits de l'homme pour mener la guerre globale au terrorisme dans des pays comme l'Afghanistan ou l'Irak, l'historien et sociologue Immanuel Wallerstein propose une lecture intéressante des fondements mêmes de la nouvelle politique impériale. Pour l'auteur, l'Histoire a de la suite dans les idées. S'appuyant sur ses propres travaux historiques concernant le « système monde », il expose brillamment ses réflexions et tente de répondre à la question fondamentale du droit d'ingérence politique.

Selon lui, l'universalisme européen, né au XVI<sup>e</sup> siècle et qui a servi à justifier le colonialisme, légitime maintenant le droit d'intervention des Occidentaux auprès des autres nations. Si les thèmes changent et que la démocratie remplace maintenant l'évangélisation chrétienne de l'époque coloniale, la corrélation entre les valeurs occidentales et la construction de « l'économie-monde capitaliste » demeure. Ce sont ces valeurs universelles des uns contre la barbarie des autres qui deviennent alors prétexte à la justification de l'ingérence du monde « civilisé » dans les « zones non civilisées ».

Pour ce pionnier du Forum social mondial, la mondialisation actuelle et le caractère de plus en plus multipolaire des rapports de forces internationaux ouvrent la porte à une redéfinition des valeurs. L'auteur souhaite que « l'universalisme » devienne d'abord et avant tout « universel » au service du bien commun dépassant ainsi les conceptions occidentaliste et orientaliste de l'histoire moderne.

JACQUES LÉTOURNEAU



## Télé orientée

Avec *Manifestes en série*, Hugo Latulippe présente une rareté : une série télé engagée. Avec huit émissions ayant chacune un thème comme l'éducation ou les ressources naturelles, le documentariste critique certains modèles, mais présente surtout des gens qui construisent en ce moment une société plus juste, harmonieuse et durable. Emmanuel Martinez a rencontré celui qui s'est fait connaître avec les documentaires *Bacon*, le film et *Ce qu'il reste de nous*, sur le Tibet.



PHOTO : MANUELLE ANN BOISSONNEAULT

## Pourquoi cette série?

Je veux générer un questionnement sur les fondements de notre société, sur la logique productiviste, sur la destruction de l'environnement... Je vois la série comme un outil de démocratie. Je veux donner la voix à des gens minoritaires qui sont des visionnaires, mais qui ne se font pas entendre. Je veux donner la voix aux résistants, aux petits.

Si je fais des films, c'est parce que j'aime le cinéma, mais il y a aussi quelque chose en moi qui croit au changement social, à la transformation par les arts.

Est-ce possible de changer notre façon de penser et de rêver? Notre façon d'imaginer la réussite d'une autre manière que par l'*American dream*?

Depuis que le rêve industriel existe, il est critiqué. Les luddites l'ont fait dès le début de la Révolution industrielle. Ils s'opposaient aux machines qui remplaçaient les humains. Je pense, j'espère, qu'on est arrivé au bout de cette logique économique qui menace maintenant notre existence...

Mais est-ce vraiment la fin du capitalisme? La consommation se porte très bien...

Les transformations sociales sont toujours le lot d'une minorité, de gens qui sont 5 % ou 10 % d'une société. Même si les propos des intervenants de la série ne sont pas dits dans une perspective politique, le fait de les mettre ensemble, c'est de la politique.

Le cinéaste Pierre Perreault disait souvent : « Pour être une société comme on veut qu'elle soit, il faut commencer par la nommer, la dire, la raconter. » Et c'est ce que je fais. Moi, je raconte une société que j'espère.

Et cette société prend la forme d'une social-démocratie...

Je crois que la social-démocratie est l'aboutissement des résistances depuis la Révolution française. Au Québec, on l'a surtout construite dans les années 1960 et 1970. On est arrivés à une société plus humaine, plus douce, plus responsable que d'autres et on ne va pas lâcher. Mais on est à un tournant.

La corde nous glisse entre les mains, le privé s'ingère dans le système de santé. Nos élites sont de plus en plus des gens d'affaires. Le gros bon sens sur la place publique ressemble de plus en plus au gros bon sens des HEC. Je pense que c'est un danger.

Il faut que la société civile progressiste retrouve sa place au centre du projet de société.

Et comment voyez-vous cette social-démocratie?

C'est avant tout de prendre soin des plus petits, des plus pauvres. L'éducation et la santé sont donc les aspects les plus importants pour que le projet de société soit démocratique. À cela, il faut ajouter le volet environnemental, pour notre santé, notre bonheur et aussi notre survie.

L'État est le gardien de la solidarité. Quand on regarde l'histoire des humains, on a tendance à laisser l'avidité reprendre le dessus. Donc, faut un État fort pour être le garant de la solidarité.

Je suis confiant malgré tous les problèmes au Québec. Les travailleurs et ceux au bas de l'échelle sont encore assez en contrôle. Mais c'est un signal d'alarme que lancent les intervenants de la série.

Un des problèmes, c'est que le passage du flambeau de la part des baby-boomers ne se fait pas bien. Il faut aviver l'esprit de résistance. Faut comprendre que l'esprit de la sociale démocratie doit être continuellement défendu.

Quelle serait votre réingénierie de l'État?

De retourner le pouvoir à la base. Faut donner le pouvoir aux régions, aux communautés, aux hôpitaux.

Par exemple, la création des CLSC, c'était une maudite bonne idée, mais on l'a laissée tomber. Environ 13 % du budget de la santé au Québec va aux CLSC. Au Danemark, des cliniques similaires gèrent 75 % des budgets pour la santé. Elles réussissent à être plus à l'écoute de leur milieu, à faire davantage de prévention.

Mais qui va le faire?

Il y a une stagnation au niveau politi-

que. Le PQ a un beau programme, mais ça fait 20 ans qu'il ne l'applique pas. L'ADQ, c'est une réaction épidermique à la stagnation, mais qui va à un autre extrême. Qui est bête. Qui retourne vers le duplisme. Le PLQ manœuvre habilement dans le statu quo.

Puis t'as Québec Solidaire (QS) et le Parti vert qui proposent des idées radicales, mais qui sont libres de toute attache. Et je m'identifie à eux. Je trouve que QS voit les limites de la mondialisation, les limites de la planète. Pour moi, QS est une voie intéressante et nécessaire pour le débat démocratique. Mais le grand malheur de la gauche, c'est le déchirement.

Vous avez parcouru le Québec pour votre série. Le malaise en région est-il réel?

Oui, c'est clair. Il y a une polarisation entre les gens de la ville et ceux des régions. Parfois, il y a des groupes environnementaux déconnectés de la réalité des travailleurs en région. Ce fut le cas de Greenpeace, lors de son coup d'éclat au Saguenay concernant l'industrie forestière.

Plus généralement, il y a un problème d'interaction entre le corps et l'esprit. Entre l'esprit, la ville, où sont concentrés les cerveaux et les technologies, et le corps, les régions, qui fournissent la nourriture, les ressources naturelles et ce qu'on boit, ce qu'on respire...

Pour que ce projet de sociale démocratie se fasse, est-ce qu'il faut que le Québec devienne souverain?

La série ne se penche pas sur cette question, mais je crois aux petits ensembles. Le Québec est suffisamment distinct pour être un pays. Et une grosse partie de nos pouvoirs sont à Ottawa. Cela limite nos capacités de construction du pays.

Est-ce que vous aimeriez faire de la politique?

Un jour, oui. Faut pas laisser la politique aux professionnels de la politique et aux gens d'affaires. Je vois la politique comme une responsabilité et un sacrifice qui ne devraient pas dépasser deux ou trois mandats. Sinon, ça produit des André Boisclair, qui ne sont que des machines à relations publiques.

## ALTERNATIVES EN ACTION

## Una Argentina solidaria

Alternatives appuie le développement d'un réseau d'économie sociale dans les villes de Cordoba et de Buenos Aires. Une quarantaine de coopératives de travail profitent de l'expertise fournie par Alternatives. Elles œuvrent dans divers secteurs, comme la confection de vêtements, l'entretien d'immeubles ou le recyclage.

Ces coopératives reçoivent des formations en gestion et ont accès à des fonds de microcrédit. Alternatives a aussi créé le portail [www.unaargentinasolidaria.org](http://www.unaargentinasolidaria.org). À l'aide de ce site, des coopératives qui ne se connaissaient pas lancent maintenant des initiatives communes!

Grâce au travail fait par Alternatives avec des municipalités et des syndicats argentins, ce projet pourrait éventuellement déboucher sur un réseau national d'économie sociale.

**Alternatives**  
... pour un monde différent

Pour obtenir plus d'information ou pour faire un don :  
[www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)



Alternatives est une ONG qui a des projets au Canada et ailleurs dans les Amériques, au Proche-Orient, en Asie et en Afrique.

Alternatives défend :

- La démocratie citoyenne
- La justice sociale
- L'égalité entre les pays du Nord et du Sud
- La protection de l'environnement